



## **Rentrée étudiante : la colère générale**

Voilà quelques jours que les activités estudiantines ont repris et l'atmosphère est lourde sur les campus. Macron et son gouvernement démissionnaire vont rapidement devoir accepter leur défaite électorale au risque de subir la colère des étudiant·e·s et une mobilisation d'ampleur sur les universités.

## **Le déni de démocratie : le cirque a trop duré**

Après avoir perdu les élections législatives, Macron doit se rendre à l'évidence : les électeurs et électrices, dont des dizaines de milliers de jeunes, ne veulent plus de sa politique de casse sociale. Entre la réforme des retraites, celle de l'assurance chômage, la mise en place de la sélection à l'université (à l'entrée et tout au long des études), la libéralisation accélérée de l'enseignement supérieur ou encore l'organisation de la précarité étudiante, ces temps doivent être révolus. **Pourtant, voilà plus de deux mois que rien ne se passe, que Macron et ses ministres continuent leurs prises de positions politiques comme si l'élection lors de laquelle ils et elles sont sorti·e·s minoritaires n'avait jamais eu lieu.**

De son côté, la ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, a augmenté de 2,93% en moyenne les frais d'inscription à l'université ainsi que la taxe permettant de pallier le désinvestissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur (CVEC). Les étudiant·e·s subissent donc une précarisation accrue de la part d'un gouvernement qui a perdu sa légitimité dans les urnes.

## **Macron : un président qui a décidé de précariser les étudiant·e·s**

**Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, les étudiant·e·s ont subi une augmentation du coût de la vie de 27,76%.** Certes l'inflation est un des facteurs de cette hausse mais cette dernière a été aggravée par des choix politiques. Parmi ces choix, la fermeture du repas à 1€ pour tou·te·s les étudiant·e·s (obtenu au prix d'une longue mobilisation étudiante), la récente augmentation des frais d'inscription, la hausse des loyers en résidences universitaires, l'instauration d'une taxe à l'entrée de l'université pour combler les manques de budget des établissements, le refus d'augmenter les bourses en fonction de l'inflation ou encore la mise en place de frais différenciés pour les étudiant·e·s étranger·e·s.

Pour ne rien arranger à la situation, **le gouvernement se complet dans le mensonge** lorsque les étudiant·e·s obtiennent de rares victoires qui permettraient d'améliorer

leurs conditions de vie. **En effet, la descente de centaines de milliers de jeunes dans la rue avaient permis d'obtenir 500 millions d'euros pour le système de bourses. Lorsque les budgets sont sortis, seuls 220 millions n'avaient réellement été mis sur la table et seuls 8,8% des 60 000 logements promis en 2017 ont été construits.**

## **La colère gronde sur les campus et les étudiant·e·s sont prêt·e·s à se mobiliser**

Après sept années de macronie, les étudiant·e·s l'ont compris : seule la rue peut faire plier le chef de l'Etat. La défaite dans les urnes ne semble pas lui faire comprendre qu'il fait désormais partie de l'histoire du pays non de son avenir. Si Macron refuse de respecter les résultats des urnes, la rue lui imposera.

**L'UNEF appelle à la mobilisation générale, sur tous les campus pour faire comprendre à Macron qu'il n'est pas le monarque qu'il pense être.**

**L'UNEF appelle tou·te·s les étudiant·e·s à se mobiliser aux côtés des syndicats professionnels le 1er octobre pour exiger le respect des urnes.**

**L'UNEF revendique :**

- **La mise en place d'une allocation d'autonomie de 1200€ pour tou·te·s les étudiant·e·s**
- **L'augmentation en urgence des bourses de 100€ par mois et par échelons**
- **L'augmentation à 100€ du complément de bourses pour les étudiant·e·s ultramarin·e·s**
- **La construction de 150 000 logements CROUS**
- **La suppression de Parcoursup et de Monmaster**
- **La création de 2 universités**